

A Calais, chez les radicaux sans frontières

par Denis Demonpion & Elsa Vigoureux

Mouvance anar née en Allemagne, No Border milite pour que “la Terre soit à tout le monde”. Très actifs pour défendre à leur manière les réfugiés du Pas-de-Calais, ses activistes irritent et inquiètent les associations d'aide traditionnelles

Voici leur dernière prise : un site industriel désaffecté, sis impasse des Salines à Calais. Les No Borders l'ont fortifié en ajoutant des barrières sur les murs. Ils l'ont décoré à coups de graffitis et de tags dénonçant un monde plein de frontières. A l'intérieur de ce squat forteresse, des centaines de réfugiés – des Soudanais, des Syriens, des Erythréens, des Irakiens et quelques Palestiniens. Tous attendent l'heure de donner une chance à leur vie, rejoindre l'Angleterre la nuit, sous un camion, ou par le tunnel sous la Manche. C'est parmi eux que les No Borders affichent leur lutte et leur vision radicale des choses. A Calais, ville portuaire qui connaît un afflux de migrants depuis une quinzaine d'années, ils sèment aussi le trouble. Et agacent les associations humanitaires officielles, qui tentent de soulager la misère des exilés. Devant les tentes fournies par Médecins du Monde, Martin (1), un grand blond souriant de 26 ans, joue au Frisbee. Il a six frères et sœurs, son père est directeur d'un centre de formation, sa mère était institutrice, « *lafibrehumanitaire est dans la famille* ». « Conseiller municipal jeunes » à 17 ans, militant dans les associations locales, Martin est devenu No Border en 2009, pour défendre « *un sentiment plus qu'une orientation poli-tique, une manière de voir le monde, et de penser ses frontières* ». Il milite et vit du RSA, tant qu'il peut. C'est un enfant du pays qui a grandi avec les migrants. Affable et rassurant, il rompt avec l'image de ces « *extrémistes gauchos* » dénoncés par certains chauffeurs de taxi et autres commerçants du centre-ville. Le mouvement No Border est né à la fin des années 1990, en Allemagne, lors d'un campement improvisé de militants alternatifs anonymes résolus à en finir avec les frontières.

Sur internet, ils ont tissé leur toile, de Cardiff à Rome, en passant par Madrid. « *C'est grâce à des échanges de mails entre amis, d'un pays à l'autre, que tout a commencé*, raconte Martin. *Nous sommes devenus un réseau géant.* » Avec pour ennemi numéro un « *la forteresse Europe* ». Et pour activité principale, le sabotage du travail « *des entreprises collaboratrices* », ou « *de la méchante Frontex* [l'agence européenne de contrôle des frontières extérieures, NDLR], explique le jeune homme. *On peut bloquer leur flotte avec des bateaux pneumatiques, ou encore s'enchaîner sous un bus pour empêcher la déportation de migrants* ». Des opérations dont le succès repose sur un fonctionnement obscur. Ni organisation ni hiérarchie, mais « *un noyau dur qui change souvent, notre force et notre limite à la fois* ». Le réseau s'est implanté à Calais, cinquième ville la plus pauvre de France, en 2009. Soit un an après l'élection de Natacha Bouchart, maire UMP, qui a mis fin à trente ans de communisme municipal. « *Il y avait trois cents activistes, et on faisait très peur à tout le monde* », se souvient Martin. Ils ont commencé par héberger vingt mineurs afghans dans un appartement de 20 mètres carrés, puis ils ont loué un hangar, d'où ils ont été expulsés par la police vingt-quatre heures plus tard. Et ils ont ouvert les premiers squats. Le mouvement s'appuie sur des

militants « *qui, selon Martin, sont des médecins, des fonctionnaires, autant que des étudiants, des chômeurs* ». Quelques illuminés aussi. En témoignent ces mots, imprimés sur une plaque de fonte fichée dans le bitume du squat : « *Nous sommes des No Borders/Nous brûlons de courage/Nous sommes des soldats de la lumière.* » Comme ces deux femmes « zadistes » de Notre-Dame-des-Landes (Zad : « Zone à Défendre » pour les militants, « Zone d'Aménagement différé » pour les autorités), qui débarquent de Nantes, la voiture remplie de kilos de pommes de terre et de courgettes cultivées sur le territoire dédié au projet d'aéroport international du Grand Ouest. Elles méprisent l'action humanitaire, « *parcequ'onpartagedes idées, nous, et pas seulement à manger* ». Elles détestent « *les journalistes, qui font partie du système* », celui où « *il faut passer son temps à gagner sa vie, pour mieux la perdre* ». Elles sont là, assises à l'écart des migrants, caméra autour du cou. Un brin parano, elles refusent de raconter leur vie, enchaînent les poncifs : « *On veut bâtir des ponts* » parce que « *la Terre est à tout le monde* ». Elles disent : « *C'est ça, être No Border. Nous sommes des activistes qui œuvrons dans le concret, et pas de ces militants qui font dans le prosélytisme.* » Souriant, Ali, 35 ans, n'est guère plus disert. Il se dit « *réfugié* », parle un anglais approximatif, refuse de révéler sa langue maternelle. D'où vient-il, alors ? « *De partout et nulle part.* » Il consent tout juste à confier qu'il a rejoint la mouvance en 2005. Pour qui ? Pourquoi ? Un sourire et l'œil noir pour toute réponse. Certains affirment qu'il est « *docteur en philosophie* ». On demande confirmation. Il se raidit, la question lui faisant l'effet d'un « *interrogatoire de police* ».

Cultivant le secret et pourtant très visible, le mouvement anarcho-libertaire agace à Calais : « *Ce sont des gens qui ont débarqué d'Allemagne, d'Angleterre et d'ailleurs pour les vacances, et ils ont pris les maisons des vieilles dames pour y mettre des migrants qui n'ont rien demandé* », s'énerve Monique, Calaisienne de 67 ans. Les No Borders « *sont certes courageux, mais pas toujours très malins* », lâche Jeanne, de Salam, une association subventionnée par la ville, la Région et l'Etat. Dans son petit imperméable bleu, la militante de 88 ans sert des repas aux migrants depuis des décennies. Professeur d'éducation physique retraitée et ancienne élue communiste de la ville, elle reproche aux activistes « *des méthodes "y a qu'à, faut qu'on" qui attirent la police et ne servent pas les migrants* ».

Le jugement de Dominic, marin saisonnier anglais de 50 ans et adhérent de l'association l'Auberge des Migrants, est encore plus tranché : « *Les No Borders sont une nuisance. Ils essaient d'endoctriner les migrants, qui veulent juste aller en Grande-Bretagne* », affirme-t-il en encadrant la distribution des repas quai de la Moselle, face au port et aux cars de police. Stéphane, 20 ans, aux cheveux longs et bouclés, est étudiant en histoire et en russe. Il dispense des rudiments de français aux migrants installés dans le squat. Il préfère se tenir à distance « *des anarchistes, je suis plutôt communiste, enfin, compagnon de route, comme Simone de Beauvoir* ». S'ils ne se reconnaissent pas dans les No Borders, certains militants, comme Philippe Wannesson, auteur du blog « *Passeurs d'hospitalités* », voient une « *efficacité dans ce mouvement, qui a systématisé le "cop watching"* [surveillance citoyenne de l'activité policière, NDLR] *et permis en 2011 la dénonciation par le Défenseur des droits des violences policières sur les migrants à Calais* ».

Un avis que ne partage pas vraiment le ministre de l'Intérieur. Pour Bernard Cazeneuve, les No Borders « *sont les complices objectifs* » des passeurs, qui, moyennant espèces sonnantes et trébuchantes, font miroiter aux migrants démunis un passage outre-Manche hypothétique. Ce sont « *des activistes d'extrême gauche qui utilisent les migrants pour servir leur cause, renchérit*

Emmanuel Agius, premier adjoint au maire. *Des voyous qui ont investi et saccagé la maison d'une octogénaire hospitalisée pour y héberger des migrants ! Des gens de bonne famille qui connaissent le droit sur le bout des ongles pour mieux contourner la loi* ». C'est vrai, concède Jeanne, « *les No Borders savent y faire quand il s'agit d'ouvrir un squat* ».

En cas d'interpellation, ils refusent systématiquement de décliner leur identité et de se soumettre à l'identification par l'ADN. Ainsi, la justice, ne sachant pas à qui elle a affaire, finit toujours par abandonner les poursuites. En octobre dernier, la maire, Natacha Bouchart, a invité sur Face-book les Calaisiens à dénoncer les squats de migrants dans la ville. Un mois plus tard, Kevin Rèche, nationaliste revendiqué de 20 ans, a fondé Sauvons Calais, un collectif de lutte contre les No Borders et l'immigration. Le 28 juillet, la présidente d'une association d'aide aux migrants a failli être enlevée dans la rue. Elle a écrit : « *Mes agresseurs étaient clairs : "Salope, pute à migrants!", ou encore "Va baiser tes négros!"* » La préfecture du Nord-Pas-de-Calais compte 1 200 migrants cette année, contre 300 en 2013. Le 7 septembre, Sauvons Calais manifesterà. La tension est donc extrême dans la ville. Les No Borders disent que « *ça va être chaud* ». Et le ministre de l'Intérieur les a en ligne de mire. Cazeneuve mise sur l'Europe

— Pour le ministre de l'Intérieur, « *sans volonté politique européenne* », la lutte contre l'immigration clandestine ne sera d'aucune efficacité. D'où le plan d'action lancé ces jours-ci avec des visites à ses homologues britannique, italien, belge et espagnol. Objectif: intensifier la coopération entre Etats. Sur le modèle de ce qui existe en matière de terrorisme, Bernard Cazeneuve veut obtenir la création d'un poste de « *coordinateur européen chargé des questions d'immigration* » qui s'ajoutera à celui de commissaire européen chargé des Affaires intérieures, occupé par la Suédoise Cecilia Malmström. Renforcer les contrôles aux frontières de l'Union européenne est, à ses yeux, une priorité. « *Nous avons tous les outils pour le faire: Schengen, Frontex(1). Il suffit de les faire fonctionner* », dit-il. Afin de limiter les départs depuis la rive sud de la Méditerranée, la coopération va être développée avec les pays sources d'immigration – en particulier le Mali et la Côte d'Ivoire. Enfin, « *résorber le noyau dur* » des migrants à Calais passe par une meilleure information des demandeurs d'asile. Plus facile à dire qu'à faire.

Aux extrémistes de droite et de gauche qui accusent le gouvernement de laxisme pour les premiers, de brutalité pour les seconds, Bernard Caze-neuve oppose les chiffres : 203 filières d'immigration clandestine ont été démantelées en 2013 et 1470 personnes interpellées. Une tendance à la hausse sur les sept premiers mois de 2014, avec 155 réseaux détruits et 1378 personnes arrêtées. A la gare du Nord, point de départ pour Calais, les contrôles sont permanents. Sur les 500 opérés les deux premières semaines d'août, il y a eu 236 interpellations et 71 placements en centres de rétention en vue d'une éventuelle reconduite à la frontière. Seulement voilà: au terme des quarante-cinq jours légaux, sans accord des ambassades concernées pour un retour au pays, les migrants sont relâchés dans la nature...

En chiffres

Fin 2013, le HCR recensait 51,2 millions de personnes déracinées dans le monde (déplacés internes, réfugiés, demandeurs d'asile), 6 millions de plus qu'en 2012. Pour l'Europe, la France (232500) et

l'Allemagne (187600) accueillent le plus grand nombre de réfugiés.

L'Allemagne est en tête des demandes d'asile au niveau mondial. L'essentiel des mouvements migratoires se situe hors de l'UE.

Le Pakistan est le pays au monde qui reçoit le plus de réfugiés (1,6 million).

Le Liban celui qui en compte le plus proportionnellement à sa population (1,1 million, majoritairement syriens).

Calais au bord de l'explosion

Cet été, de graves incidents ont opposé les migrants venus d'Afrique de l'Est dans le centre de Calais et sa zone portuaire. Des rixes provoquées par des guerres de territoire, notamment entre Soudanais et Erythréens, qui ont fait plus de 60 blessés, dont un grave, malgré l'intervention des forces de l'ordre. Ces violences sont aussi la conséquence de l'augmentation considérable du nombre d'exilés en quelques semaines : 1 200 personnes ont échoué à Calais cet été, soit 50% de plus qu'il y a quelques mois. Le dispositif policier a du coup été renforcé, avec aujourd'hui 200 policiers répartis autour de la gare et du port, où les heurts entre migrants et chauffeurs de camion se multiplient. La situation sur les points de passage (port et tunnel) reste très tendue.

(1) Le prénom a été changé

<http://www.epresse.fr/titre-presse/consultation?mid=48b22d6e-b82e-47c4-9b40-6cc0f7b52fc2>

« la Voix du Nord », 28 août 2014

La maire UMP de Calais veut que le ministre « menace les Britanniques d'ouvrir les frontières »

Lors d'une conférence de presse tenue ce jeudi après-midi, la maire UMP de Calais, Natacha Bouchart, a déclaré que, selon elle, le ministre de l'Intérieur doit menacer son homologue britannique, qu'il rencontre vendredi, d'ouvrir les frontières entre la France et l'Angleterre

par Marie Goudeseune

Menacer de rompre les accords du Touquet et d'ouvrir les frontières : voilà ce que demande Natacha Bouchart à Bernard Cazeneuve, « *même si cela provoque un accident diplomatique entre la France et l'Angleterre* ». « *Il faut qu'il menace les Britanniques d'ouvrir les frontières. Ainsi, les migrants vont encore passer à Calais mais ne s'y arrêteront pas. Aujourd'hui, c'est nous qui devons gérer les flux de migrants, pas les Britanniques : eux n'ont aucun inconvénient sur leur territoire ! Il faut qu'ils revoient totalement leur dispositif d'accueil des migrants, sinon on ouvre les frontières !* ».

Les propos de Natacha Bouchart interviennent ce jeudi après-midi en réaction à [ceux de Bernard Cazeneuve](#). En déplacement à Rome, celui-ci a déclaré dans la matinée à l'AFP qu'il était opposé à [la proposition de la maire de Calais](#) d'ouvrir un centre pour migrants géré par l'État.

La maire de Calais a rappelé que sa proposition s'inscrivait dans un « *dispositif global* » : « *C'est une proposition européenne, très forte et très ambitieuse, qui ne se limite pas à ce lieu d'accueil à Calais* », a-t-elle expliqué. L'élue milite, en effet, en parallèle, pour « *limiter les frontières européennes* », « *renforcer le dispositif Frontex* » et « *revoir le traité du Touquet* ». Elle souhaite aussi que « *plusieurs espaces d'accueil par pays européens* » soient créés « *pour réguler ensemble les flux de migrants et faire en sorte qu'ils arrivent de moins en moins nombreux à Calais* ».

Natacha Bouchart a indiqué par ailleurs que le ministre de l'Intérieur lui avait téléphoné ce jeudi matin : « *Nous avons échangé très rapidement* », a-t-elle expliqué. Son rendez-vous au ministère, prévu initialement le 2 septembre prochain puis reporté au 15 en raison du remaniement, a finalement été reprogrammé au 2 septembre. « *Le 15 septembre, c'était beaucoup trop loin*, a jugé la sénatrice-maire. *L'urgence de la situation fait qu'on doit laisser tomber nos agendas respectifs et échanger sur nos propositions* ».

L'élue ne désespère pas de convaincre Bernard Cazeneuve d'ouvrir un centre : « *Je ne pense pas qu'on soit radicalement opposés. Je suis persuadée que nous avons des points de convergence* », a-t-elle fait savoir.

Quant aux évacuations à venir des deux plus gros squats de Calais (le [squat Vandamme](#), en centre-ville, et la « *jungle* » [dans la zone industrielle](#)), la maire a répété qu'elle y était favorable. Mais pas à n'importe quelle condition : « *Il ne sert à rien de laisser libres les migrants : ils iront*

créer un nouveau squat 400 mètres plus loin », a-t-elle prévenu. La maire préfère que les exilés soient placés « *dans des centres d'accueil pour demandeurs d'asile* ».

<http://www.lavoixdunord.fr/region/la-maire-ump-de-calais-veut-que-le-ministre-menace-les-ia33b48581n2347131>

Calais : tractations européennes

Ministère de l'Intérieur, 28 août 2014

Accord entre la France et l'Italie sur la question de l'immigration irrégulière en Méditerranée centrale

Communiqué de presse conjoint de Bernard Cazeneuve, Ministre de l'Intérieur de la République française et Angelino Alfano, Ministre de l'Intérieur de la République italienne du 28 août 2014

Le 27 août 2014, M. Bernard Cazeneuve, Ministre de l'Intérieur de la République française et M. Angelino Alfano, Ministre de l'Intérieur de la République italienne et Président pro tempore du Conseil des ministres de l'Union européenne, se sont rencontrés au Viminale à Rome pour une réunion de travail principalement consacrée à la question de l'immigration irrégulière en Méditerranée centrale, sur la base du plan présenté par la France et des propositions stratégiques de la présidence italienne.

Les deux ministres partagent la même préoccupation quant à l'aggravation de la crise migratoire en Méditerranée et de la nécessité de travailler au sein de l'Union Européenne pour trouver des réponses à court, moyen et long terme aux drames qui se renouvellent en Méditerranée, comme aux conséquences de cette migration irrégulière en Europe.

Ils considèrent que la question de la situation migratoire en Méditerranée doit être traitée, en urgence, au niveau de l'Union Européenne, dans un esprit de solidarité et de responsabilité, et que l'Europe doit s'engager avec détermination à lutter contre les filières criminelles qui organisent l'immigration clandestine et le trafic des êtres humains.

Ils ont marqué leur complet accord sur le lancement d'une opération « Frontex + » chargée d'assurer le contrôle et la surveillance des frontières extérieures maritimes de l'Union Européenne en méditerranée centrale, conformément aux règles de Frontex. La mise en œuvre de cette opération permettra de mettre progressivement fin à l'opération Mare Nostrum.

Ils partagent la conviction qu'une coordination renforcée sur les migrations en Méditerranée, en lien avec le Haut Représentant de l'Union européenne pour les affaires étrangères et la politique de sécurité et la Commission européenne est indispensable afin d'assurer la bonne coordination et mise en œuvre de ces actions prioritaires. Il sera rendu compte au Conseil et au Conseil européen de la mise en œuvre de ces orientations.

Les deux ministres se sont également accordés sur les points suivants :

- Engagement de tous les Etats de l'Union Européenne pour une stricte application des règles d'identification des migrants illégaux prévues par la réglementation européenne.
- Renforcement de la coopération avec les pays d'origine et de transit en matière de surveillance des frontières, de coopération policière et d'aide au développement de ces pays.

<http://www.interieur.gouv.fr/Actualites/Communiques/Accord-entre-la-France-et-l-Italie-sur-la-question-de-l-immigration-irreguliere-en-Mediterranee-centrale>

Ministère de l'Intérieur, 30 août 2014

Entretien entre Bernard Cazeneuve, Ministre de l'Intérieur, et Theresa May, Ministre de l'Intérieur du Royaume-Uni

Déclaration conjointe de M. Bernard Cazeneuve, Ministre de l'Intérieur, et de Mme Theresa May, Ministre de l'Intérieur du Royaume-Uni, du samedi 30 août 2014

Notre entretien vendredi 29 août à Londres a été l'occasion d'évoquer certains défis communs auxquels la France et le Royaume-Uni sont confrontés.

Parmi ces défis, nous avons évoqué les pressions, dues au nombre croissant de candidats à l'immigration illégale, qui s'exercent à nos frontières - et à travers l'Union européenne.

La situation à Calais et dans les ports de la Manche est un sujet d'intérêt commun pour nos deux pays depuis plusieurs années et le demeure ; nous sommes déterminés à y répondre ensemble. L'augmentation du nombre de migrants à Calais et ses environs depuis le printemps 2014 a entraîné de très importants troubles tant économiques, sociaux que d'ordre public. Nous avons le devoir de renforcer nos efforts et de trouver de nouvelles solutions afin de soulager l'impact de la pression migratoire sur la population de Calais et son économie, et d'empêcher l'immigration illégale.

Nous avons déjà pris des mesures pour renforcer la sécurité à Calais, moderniser les équipements et la technologie, et nous continuons d'investir ensemble pour renforcer les infrastructures portuaires. Nous sommes convenus de poursuivre ce travail. Nous sommes également convenus d'étudier les moyens permettant d'assurer que les personnes dans un besoin avéré de protection ou qui sont victimes des filières de trafiquants se voient accorder l'aide appropriée.

Nos pays continuent à lutter contre les réseaux du crime organisé à l'origine de la contrebande et de la traite des êtres humains, en accroissant le travail commun de renseignement et la coordination entre nos agences en charge de la sécurité intérieure. Au cours de cette année, l'action conjuguée du Royaume-Uni et de la France, avec les forces de police en Allemagne, en Belgique et aux Pays-Bas, a débouché sur le démantèlement de 20 filières organisées et la saisie de leurs avoirs à hauteur de 1,8 million d'euros. Nous allons intensifier ce travail.

Nous allons prendre des mesures à Calais, et en amont de Calais, afin de dissiper les mythes qui y provoquent un afflux de migrants. A cette fin, nous enverrons un message clair sur le fait que quiconque sera interpellé en tentant une traversée illégale fera l'objet d'une procédure rigoureuse, en application des règles nationales et européennes pertinentes en matière d'asile. Des vols de retour cofinancés en direction de certains pays-clés sont déjà organisés et leur nombre sera accru.

Nous continuerons aussi à travailler avec nos partenaires européens pour :

- Renforcer les frontières extérieures de l'Union européenne, en reconnaissant le rôle important joué par Frontex dans le soutien apporté aux États membres et en soulignant le besoin de développer une alternative viable à l'initiative Mare nostrum en Méditerranée. Sur cette base, nous soutenons les propositions présentées cette semaine par la France pour

mettre fin à l'opération Mare Nostrum et renforcer les opérations Frontex à proximité des côtes européennes de la Méditerranée ;

- Renforcer notre coopération avec les pays d'origine et de transit, en saluant la planification de la Présidence italienne pour définir une initiative pour la Corne de l'Afrique et s'appuyant sur d'autres actions relevant de l'approche globale européenne sur les migrations ;
- Assurer une réponse efficace face aux migrants potentiels qui pénètrent sur le territoire européen - réponse qui exige que tous les pays de l'Union européenne respectent les dispositions visant à l'identification des migrants illégaux et à la prise de leurs empreintes digitales ;
- Lutter contre les organisations criminelles impliquées dans le trafic d'êtres humains.

Nous allons collectivement envisager la façon d'améliorer le processus d'examen des demandes d'asile et de procéder aux retours des personnes ne pouvant obtenir l'asile ainsi que des migrants illégaux.

Nous avons reconnu la nécessité de poursuivre de façon urgente ce travail au plan bilatéral et avec les partenaires de l'Union européenne.

Nous avons aussi abordé de façon approfondie la question des liens existant entre la crise en Syrie et en Irak et le besoin de poursuivre la coopération visant à répondre à la menace que représentent les combattants étrangers.

Nous sommes persuadés que la solidité de la relation entre nos deux pays et de notre intérêt fondamental et partagé à trouver des solutions à ces défis constitue la garantie de notre réussite.

<http://www.interieur.gouv.fr/Actualites/Communiqués/Entretien-entre-Bernard-Cazeneuve-et-Theresa-May>

Ambassade de France en Espagne, 30 août 2014

Visite du ministre de l'Intérieur à Barcelone

Le Ministre de l'Intérieur, M. Bernard Cazeneuve, s'est rendu à Barcelone pour rencontrer son homologue espagnol, M. Jorge Fernández Díaz, ce samedi 30 août.

Ils ont abordé, au cours d'une réunion de travail, la question de l'immigration irrégulière en Méditerranée et la lutte contre l'immigration clandestine sur laquelle la France est à l'initiative d'un plan européen présenté par le Ministre à l'occasion d'une tournée européenne. Ils ont également abordé la lutte contre le terrorisme.

Les deux ministres ont donné une conférence de presse à l'issue de leur rencontre. Ils y ont abordé les problématiques de la lutte contre l'immigration irrégulière et le terrorisme.

S'agissant de la **lutte contre l'immigration irrégulière**, les deux ministres sont tombés d'accord sur une **position commune** en vue du prochain conseil européen.

Cette proposition comprend :

- . un plan "Frontex plus" de surveillance et de contrôle des frontières maritimes,
- . la création d'un coordinateur européen sur le modèle du coordinateur terrorisme,
- . le renforcement de la coopération technique avec les pays sources et de transit,
- . l'application des règles européennes déjà existantes pour renforcer le partage d'information au sein de l'espace Schengen et de l'Union Européenne.

S'agissant de la **lutte contre le terrorisme**, M. Bernard Cazeneuve et M. Jorge Fernández Díaz ont également évoqué la lutte contre les réseaux de recrutement ainsi que la lutte contre la radicalisation.

<http://www.ambafrance-es.org/Visite-du-ministre-de-l-Interieur-7930>

Communication au Conseil des ministres du 3 septembre 2014

La lutte contre l'immigration clandestine organisée en Méditerranée

Le ministre de l'intérieur a présenté une communication relative à la lutte contre l'immigration clandestine organisée en Méditerranée.

En octobre 2013, le naufrage de migrants à Lampedusa a conduit à une réponse de l'Union européenne (UE), avec les travaux de la « Task force Méditerranée », et une réponse de l'Italie, qui a lancé l'opération « Mare nostrum ». Cette opération de sauvetage de la marine militaire italienne a permis le sauvetage de nombreux migrants en mer, mais a aussi eu pour conséquences de créer des points de fixation des migrants dans le nord de la France, de favoriser les activités des passeurs et d'augmenter les risques de drames humains en mer.

Face à cette situation exceptionnelle, le Gouvernement a pris l'initiative d'un plan global de lutte contre l'immigration clandestine organisée en Méditerranée. Le ministre de l'intérieur a rencontré ses principaux homologues (Allemagne, Royaume-Uni, Italie, Espagne), qui ont exprimé leur accord sur les grandes lignes de ce plan. Il a aussi rencontré la commissaire européenne pour les affaires intérieures, pour évoquer les perspectives d'action au plan européen.

Les ministres de l'intérieur, avec l'appui de la Commission européenne, sont convenus que cette question devait être traitée, en urgence, au niveau de l'UE, dans un esprit de solidarité et de responsabilité, et que l'Europe devrait s'engager avec détermination à lutter contre les filières organisant l'immigration clandestine et le trafic des êtres humains.

Pour répondre à ces préoccupations, le plan européen du Gouvernement, dont la mise en œuvre serait garantie par une coordination européenne renforcée sur ces problématiques, comporte trois points :

- Renforcer le contrôle des flux de migrants vers l'Union européenne, notamment par la substitution à « Mare nostrum » d'une opération « Frontex + » de surveillance des frontières. Tous les Etats de l'UE s'engageront à identifier systématiquement les migrants clandestins (prise d'empreintes), conformément aux règles européennes. Parallèlement, des procédures accélérées de protection internationale devront être mises en place à destination de ceux qui en remplissent les conditions ;
- Renforcer la lutte contre les filières d'immigration clandestine, par la systématisation des échanges d'information entre les services de surveillance des frontières et le soutien des services de police et de douanes des Etats tiers dans leurs efforts de lutte contre les réseaux de migration illégale ;
- Renforcer la coopération de l'UE avec les Etats de transit et d'origine, pour stabiliser les populations et prévenir les départs. Une attention particulière sera accordée à la situation de la Libye et de la Corne de l'Afrique.

Par ailleurs, il convient, avec les autorités britanniques, d'aboutir à une gestion plus partagée et plus coordonnée de la situation dans le Calaisis.

Le Gouvernement entend ainsi souligner que l'Europe est l'échelon pertinent pour apporter des réponses durables et équilibrées à cette situation.

<http://www.gouvernement.fr/gouvernement/la-lutte-contre-l-immigration-clandestine-organisee-en-mediterranee>

« The Telegraph », 6 septembre 2014

Calais crisis: UK to send old Nato security fence

James Brokenshire, immigration minister, offers to "help" by sending nine-foot high steel fences used to keep Nato summit safe to Calais but warns that keeping the port secure against illegal migrants is French responsibility

by Tim Ross

Ministers will offer to send the security fences used to protect world leaders at last week's Nato summit to Calais to help the French authorities stop illegal immigrants trying to reach Britain.

More than 12 miles of fencing was set up to create a ring of steel around Celtic Manor in Newport, and summit venues in Cardiff, to protect President Obama and 150 other leaders and ministers from potential terrorist attacks.

The nine-foot high steel fencing is believed to be far stronger than the barriers currently in place in Calais, which the Home Office says are "too easy" to scale for illegal migrants attempting to cross the English Channel.

The French [port has been in crisis](#) after hundreds of illegal immigrants tried to evade security last week and board ferries bound for the UK, stowing away in cars and lorries.

The mayor of Calais, Natacha Bouchart, has threatened to block all ferry traffic to and from the town after claiming that it had been "taken hostage" by [up to 1,500 migrants](#) intent on crossing the English Channel.

Writing for The Telegraph, James Brokenshire, the Immigration Minister, says it is the responsibility of the French authorities to keep the border secure, but suggesting that the Nato security fencing could help.

"I want to send out a very clear message today to people on both sides of the Channel: Britain is no soft touch when it comes to illegal immigration," he says.

"Obviously, it is for the French to maintain security and order on their own soil. But we want to do what we can to help."

Three months ago, the government offered Calais £3 million to help improve security but has yet to receive a reply from the port's authorities.

Mr Brokenshire says: "We will offer our French partners the fences that were used to keep the Nato summit safe in Newport. These could replace and enlarge the inadequate fencing in Calais, which is too easy for illegal immigrants to scale.

"We would like to establish secure parking areas where hauliers and travellers can wait without being hassled by would-be illegal immigrants".

<http://www.telegraph.co.uk/news/uknews/immigration/11079680/Calais-crisis-UK-to-send-old-Nato-security-fence.html>

« Nord Littoral », 7 septembre 2014

Migrants : Londres offre à Calais des clôtures

Dans un éditorial publié aujourd'hui par le « Daily Telegraph », le ministre britannique de l'Immigration a proposé une solution pour sécuriser le port de Calais et empêcher les migrants d'atteindre l'Angleterre.

"Je veux envoyer un message très clair des deux côtés de la Manche : le Royaume-Uni n'est pas laxiste concernant l'immigration clandestine", explique James Brokenshire. "Demain [...], nous offrirons à nos partenaires français les clôtures utilisées cette semaine pour assurer la sécurité au sommet de l'Otan à Newport", propose-t-il.

Ces clôtures d'acier "pourraient remplacer et élargir les barrières inadéquates à Calais, qui sont trop faciles à escalader pour les immigrants illégaux", argumente-t-il.

<http://www.nordlittoral.fr/accueil/migrants-londres-offre-a-calais-des-ia0b0n136914>

Reuters 10 septembre 2014

At Britain's door, migrants defy French border crackdown

by Nicholas Vinocur

It took Eritrean migrant Adhanom Ghabrai two years and several brushes with death to reach northern France from his east African home. Now 35 km from his destination, he says no border controls can stop him from reaching Britain.

"England is my goal," Ghabrai, 28, said outside his makeshift tent near the French port city of Calais. "The question is not 'if' I succeed but 'when'," he said in English, adding he had tried "at least 40 times" since May.

French officials estimate the number of illegal immigrants in Calais at 1,500, up by 50 percent in the past year, their numbers boosted by conflict in the Middle East and north Africa.

They are the latest manifestation of Europe's struggle to deal with the influx of the world's poor into a region they see as a heaven in which to build a better life.

The fact that Britain is not one of the 26 European Union members who have abolished controls at their common borders has long made Calais one of the flashpoints in that struggle.

In Britain, the latest build-up of illegal immigrants in Calais has fuelled anti-European Union sentiment. In France, Marine Le Pen's anti-immigration National Front party, which won around 14 percent of the Calais vote in town hall elections in March, says it is seeing local support rise.

To reach Calais, Ghabrai, a former soldier, fled an army camp, crossed the Sahara and sailed across the Mediterranean Sea from Libya in an overcrowded ship full of migrants to the Italian island of Sicily. Ghabrai did not give precise details of his subsequent journey but said he made it to Calais by stowing away on trains and seeking help from fellow migrants.

Like hundreds of other east Africans, he benefited from porous borders in unstable Libya and a European Court of Human Rights ruling against the practice of forcing ships loaded with migrants back to the countries from where they came.

The influx has led to violent clashes in Calais between migrants and with police, while causing diplomatic tension between France and Britain.

After migrants last week tried to storm a ferry bound for Britain, the centre-right mayor of Calais Natacha Bouchart urged British leaders to share the cost of policing the border, which she wants pushed back to Dover, across the Channel in England.

Britain's Conservative-led government has taken a tough stance on illegal immigrants, denying them the right to rent homes, open bank accounts or obtain driving licences. It has no plans to enter the European visa-free travel zone.

Immigration Minister James Brokenshire wrote in a newspaper article last week that Britain wanted to cooperate with France on border security, having already donated 3 million pounds to beef up

controls.

He said Britain would offer to send to Calais port 20 km (13 miles) of steel barriers, 3.3 metres high (11 feet) which had been used at a NATO summit in Wales.

That proposal was an example of "very British cynicism", said France Terre d'Asile, an aid group for asylum seekers.

"It's easy to say it's not your problem," said Philippe Mignonet, Calais' deputy mayor. "But it's useless to say it's a French problem. It's also a problem in England, from England."

RUSHING THE PORT

The migrant problem in Calais is not new and France has attempted many ways of addressing humanitarian needs, finding permanent shelter for migrants who live in makeshift tents in and around Calais or sending them home. But every time a major camp has been closed, the migrants have returned.

Aid workers say new migrants, who travelled from southern Europe through the free-travel zone, are east Africans who are poorer and less well-connected than earlier waves of migrants from Pakistan and Afghanistan.

Calais town hall's plan to supply food and medicine at a day centre further inland may alleviate short-term humanitarian needs but will not turn migrants away, said Philippe Wannesson, a volunteer who runs a blog 'Passeurs d'hospitalite' ("Traffickers in Hospitality").

"What's changed is those showing up since September or October spent their money to cross the Mediterranean, and now they have nothing. So they take more risks," he said.

With no money to pay smugglers at the border, new arrivals seek strength in numbers to overwhelm security, as during the ferry storming. Groups have taken to surrounding trucks bound for Britain, stopping them long enough to open loading hatches.

In Ghabrai's camp, where hundreds of Eritreans live in makeshift tents around a football pitch, most migrants said they wanted to reach Britain because of the language and because they believe its economy is more open and dynamic.

But Calais' deputy mayor argued that many migrants were under the sway of smugglers who convince them that Britain is a promised land so they will pay more for a longer journey.

Despite high-tech detection technology at the border, including carbon dioxide and heart-beat sensors, and inspections using dogs, 10 to 15 migrants make it through every day.

Once they arrive, most have little choice but to get to work to start paying back the huge debts accumulated by their families to send them away.

"That's why so many of the migrants become smugglers themselves, because they know the system so well and are well placed to perpetuate it," said Mignonet.

« le Figaro », 13 septembre 2014

Natacha Polony : Calais, une certaine honte de l'Europe

Natacha Polony est chroniqueuse au Figaro.

Les longues files humaines qui s'étirent devant une soupe populaire sont un spectacle déchirant et indigne. Mais il en est, de ces tentes de fortune avec leur défilé d'ombres humaines, qui doivent, plus que d'autres, susciter notre honte et notre effroi. À Calais, non loin des eaux grises du port, les malheureux venus d'Érythrée, de Syrie ou du Soudan sont venus s'ajouter aux Afghans, aux Irakiens et à tous les autres qui depuis quinze ans sont réduits à n'être que des brèves dans les articles de la presse écrite. Sauf qu'aujourd'hui, ils sont plus nombreux que jamais. Et que la situation atteint ce degré de tension qui laisse présager l'horreur.

Dimanche, une manifestation devant la mairie de Calais a permis à des amateurs de croix gammée d'exploiter le désespoir des riverains à coups de slogans racistes et de vociférations appelant à des ratonnades. Nous y voilà. Comme lorsqu'une manifestation baptisée Jour de colère a pu faire retentir dans Paris des appels au meurtre de Juifs, d'Arabes ou d'homosexuels. De l'art de laisser une situation se putréfier jusqu'à ce que viennent s'en nourrir les charognards.

Alors à qui la faute ? Car c'est bien en ces termes qu'il faut désormais poser la question. Quand Nicolas Sarkozy décide en 2002 la fermeture du centre de Sangatte, qui, en effet, entassait des migrants déjà trop nombreux dans des conditions indignes, ne sait-il pas qu'il ne fait que rendre invisibles des gens qui continueront d'affluer ? Quand Éric Besson, en 2009, démantèle la « jungle » de Calais, ces zones de bidonville où les migrants survivent la nuit, ignore-t-il qu'il poursuit la même politique de déni ?

Démanteler des camps qui peuvent être considérés comme des appels d'air pour des malheureux toujours plus nombreux et auxquels on ne peut offrir un accueil décent ne se conçoit que si l'on fait en sorte que, de l'autre côté, les portes ne soient pas grandes ouvertes. Alors, responsable aussi, cette Europe qui laisse entrer des populations toujours plus nombreuses (en l'occurrence, les chiffres montrent depuis un an un afflux plus important en provenance de la Corne de l'Afrique, et les nationalités fluctuent en fonction des drames géopolitiques) sans aucune solution pour éviter de les voir s'entasser à Calais. Responsable aussi, le Royaume-Uni, membre de l'Union européenne, mais pas de l'espace Schengen, qui peut se laver les mains de cette misère humaine puisque le filtre se fait avant l'entrée sur son territoire. Ces malheureux veulent traverser la Manche ? Ça n'est pas le problème des autorités britanniques. L'Europe n'a qu'à se débrouiller, et les policiers anglais qui contrôlent l'entrée du tunnel font en sorte que jamais ces braves gens ne viennent déranger la quiétude des sujets de Sa Majesté. Il n'y a que dans un sens que l'Europe est une passoire.

Et puis, responsables, aussi, ces jeunes exaltés du mouvement No Border qui viennent assurer les migrants de leur soutien pour les utiliser comme cobayes pour nourrir leur idéologie d'abolition des frontières. De gentils fils de bourgeois pleins de bonnes intentions et de haine envers le système (dont ils réclament tout de même qu'il leur verse un RSA) tentant de faire croire qu'ils servent la cause de ces hommes rêvant, eux, de s'intégrer, ne serait-ce qu'un tout petit peu, à ce système.

Responsables, enfin, ces politiques et ces militants qui réclament la main sur le cœur une solution pour les migrants sans jamais tenir l'autre bout de la chaîne: le développement et le règlement des conflits dans des pays que ces gens auraient préféré ne pas avoir à quitter, les choix politiques d'une Europe qui prétend accueillir toute la misère du monde (sauf dans le Luxembourg de l'ex-commissaire spécialiste des leçons de morale, Mme Viviane Reding) mais que cela ne dérange pas de laisser cette misère perdurer sur son sol.

Alors, face à tous ceux-là, il y a les victimes. Ces migrants que la guerre, la détresse et le rêve d'une vie meilleure ont jetés loin de chez eux, à qui l'on ôte leur dernier bien, la dignité. Mais aussi les habitants de Calais et des environs, qui subissent depuis des années le spectacle de cette misère comme un raz de marée qu'on leur demanderait seuls d'endiguer. Désormais, les fascistes s'en mêlent, parce qu'on leur a même laissé ce terrain-là. Et voilà comment on pourra continuer les postures, mais avec l'impression glorieuse de lutter contre les forces obscures. C'est ça l'Europe ?

<http://www.lefigaro.fr/vox/societe/2014/09/13/31003-20140913ARTFIG00003-natacha-polony-calais-une-certaine-honte-de-l-europe.php>

"Express" (UK), 17 septembre 2014

Shameless Calais migrants taunt guards and brag about getting to UK

Thousands of brazen migrants are so confident of sneaking into Britain they are taunting overstretched border security

by Giles Sheldrick

They all believe they will make it across the Channel, with one bragging: "If you deport me 10 times, I will try again".

The clamour to start a new life here has seen security stretched to breaking point.

An army of refugees in Calais outnumbers helpless French police by 285 to one.

The overrun port town is the final frontier in their race to reach the UK.

But in a shocking new documentary they boast how the authorities will never win the battle.

Illegals: Breaking into Britain on Channel 5 tomorrow night sheds new light on the tricks stowaways use to smuggle themselves across the water.

One hooded migrant is seen giving a masterclass in how to bypass border security.

He slips between the tyres of an articulated lorry and demonstrates how to cling to the rear axle.

Some are so desperate to milk our benefits and healthcare they spend 18 hours bent double under 44-tonne vehicles.

Others wriggle into tiny spaces above the cab while some find success opening the rear doors and hiding among cargo.

They are so adept at their trade one exasperated British lorry driver says: "You ain't going to stop them no matter what you do".

The hooded migrant said it is the "dream" of the 2,000 refugees living in squalor in northern France to cross the border into Britain.

He says: "It's a better life in the UK. You can find a job in a factory, restaurant or kebab shop. It's dangerous but we don't have a choice - we want to go to the UK.

"I will try my best all day and all night. If we don't cross we try again."

And in a direct taunt to the British, he smirks as he says: "Even if you deport me 10 times I will try again. If you want something you have to try and when you try you get it."

And, just days after giving his brazen demonstration, he called the programme to say he had arrived in Liverpool.

Another immigrant featuring in the show has lived illegally in Britain for 20 years and spent most of his time here in jail.

"Bobby", who says his daily routine is "steal, sell, smoke", arrived on fake documents and has been jailed four times.

But he tells the programme he longs to go back inside, saying: "We get a nice breakfast, then a nice lunch and then dinner - we had Sky so watch football all day."

Another migrant living in the filthy tarpaulin camp in Calais says the first thing he will do when gets to the UK is buy fish and chips.

The Home Office is now so alarmed at the migrant crisis across the water it is holding high-level talks about "further immediate action".

Experts estimate there could be as many as 1.1m illegal immigrants already living here and working on the black economy .

Officials seized 19,003 stowaways trying to smuggle in to Britain during the last year - almost double the 11,731 migrants nabbed in 2012.

<http://www.express.co.uk/news/uk/511714/Calais-migrants-brag-about-getting-to-UK>

"the Guardian" (UK), 20 septembre 2014

British government pledges £12m to tackle illegal migration from Calais

by Nadia Khomami

The UK government has pledged £12m to help France tackle the problem of illegal immigrants trying to enter Britain through Calais.

The deal, announced on Saturday by the home secretary, Theresa May, and France's minister of interior, Bernard Cazeneuve, will also see increased co-operation between the two countries' law enforcement agencies.

Contributions by the UK will be given in the form of €5m (£4m) a year for three years to a joint intervention fund. This money will be used to construct robust fences and to bolster security at the parking area of the port, which migrants use as a staging post for efforts to cross the Channel.

Plans also include the possibility of installing technology to address the dangers of migrants hiding in tankers and refrigerated lorries. Tensions have been growing in Calais in the past year and authorities have been vocal in asking for help with the port's immigration problem. The French authorities believe that there are 1,500 illegal immigrants in the town, a rise of 50% on last year. This is thought to be a result of rising humanitarian crises in Africa and the Middle East.

Two weeks ago around 200 migrants stormed the ferry terminal and tried to board a P&O passenger ship in the hope of making it across the Channel. They were forced back by ferry crew with fire hoses. And last Wednesday, another 250 migrants clashed with police as they tried to force their way on to UK-bound trucks.

In a joint statement, May and Cazeneuve said: "Efforts will be made to strengthen cooperation by establishing permanent joint mechanisms to deliver the comprehensive action plan and enhance co-operation between British and French law-enforcement agencies at the border. This will include helping to identify measures to ensure migrants do not breach the laws of either country or threaten the safety of Calais residents or those using the port. It will also support improved joint returns initiatives and further comprehensive action against those trying to evade immigration control."

Security and immigration minister James Brokenshire added that British and French law enforcement agencies would also target organised crime gangs behind people trafficking and smuggling. "Earlier today the home secretary and French interior minister Bernard Cazeneuve set out a number of joint commitments to tackle problems at the port of Calais, including bolstering security," he said. "Their declaration also reaffirms their commitment to closer working by UK and French law enforcement agencies to target organised-crime gangs behind people trafficking and smuggling.

"The priority now is to implement the practical solutions that have been agreed."

Information campaigns due to start next month will explain the reality of illegal migration and its consequences in the UK and also set out information on asylum in France or assisted voluntary

return.

As part of the agreement, the layout of the port will be changed to make it easier to carry out controls and improve traffic flow.

The National Crime Agency will second a full-time office to Ocriest, the French agency responsible for tackling illegal immigration, while the French border police will send two officers each month to work with the joint border intelligence unit in Folkestone.

The ministers also resolved to push for European Union action on an "evident migration crisis" in the Mediterranean Sea.

The deal comes after the mayor of Calais, Natacha Bouchart, announced last month that a new Sangatte-style refugee centre would be opened to house the town's migrants. It will become the first large-scale shelter for Calais migrants since the controversial Sangatte Red Cross hostel was bulldozed in 2002.

That centre was used as a stepping stone to Britain by an estimated 18,000 refugees during its six years of operation.

<http://www.theguardian.com/uk-news/2014/sep/20/uk-government-illegal-migrants-calais-twelve-million>

Reuters 20 septembre 2014

Accord franco-britannique pour gérer l'immigration à Calais

PARIS (Reuters) - La France et la Grande-Bretagne vont créer un fonds commun dans le cadre d'un accord sur la lutte contre l'immigration clandestine au port de Calais, annonce samedi le ministère de l'Intérieur.

Le ministre Bernard Cazeneuve a donné au début du mois son accord pour l'ouverture d'un centre d'accueil de jour réclamé par la maire UMP de Calais, où un millier de migrants sont prêts à tout pour rejoindre le Royaume-Uni.

Il avait en outre ouvert des discussions avec son homologue britannique Theresa May afin de coordonner les efforts de lutte contre l'afflux de candidats à l'entrée à Grande-Bretagne et de travailler sur leurs conditions d'accueil en France.

Les deux ministres ont conclu un accord "qui permettra de dénouer la crise que connaît la question migratoire à Calais depuis plusieurs années", dit un communiqué du ministère.

"Le Royaume-Uni reconnaît en effet qu'il est responsable avec la France des mesures urgentes et de long terme qui doivent être mises en place face à cette situation. Cette reconnaissance permet d'appliquer l'accord du Touquet", signé en 2003 après la fermeture du centre de Sangatte, dit le texte.

L'accord prévoit des "mesures concrètes", dont la création d'un fonds qui sera abondé de 15 millions d'euros par la Grande-Bretagne, afin de "sécuriser le port de Calais et protéger les personnes vulnérables", précise le ministère.

Il s'agit notamment d'installer à terme des barrières solides le long de la rocade menant à la zone portuaire et de renforcer la sécurité du parking situé à l'est du port.

S'agissant des personnes "vulnérables, telles que les victimes de la traite des êtres humains", disent les deux ministres, le fonds permettra de "s'assurer que ces victimes reçoivent l'aide et le soutien appropriés".

Paris et Londres sont en outre convenus de renforcer la coopération pour démanteler les filières d'immigration, de modifier l'agencement du port pour améliorer les contrôles et de mener des "campagnes d'information" à destination des migrants.

"Cet accord n'est qu'une étape du plan global pour redresser la situation dans le Calaisis", dit encore le ministère de l'Intérieur qui liste d'autres mesures : amélioration de l'aide humanitaire, développement de l'accès des migrants à l'asile en France et coopération renforcée avec les pays d'origine ou de transit des candidats à l'immigration.

<http://tempsreel.nouvelobs.com/topnews/20140920.REU8764/accord-franco-britannique-pour-gerer-l-immigration-a-calais.html>

France Nord Pas-de-Calais, 26 septembre 2014

Le HCR demande aux pays voisins de la France d'accueillir certains migrants de Calais

Le Haut commissariat aux réfugiés (HCR) s'est inquiété vendredi du sort des migrants qui attendent à Calais dans l'espoir de rallier l'Angleterre, et a appelé les partenaires européens de la France à accueillir ceux qui ont des "liens étroits" sur leur sol.

"Malgré l'aide dévouée des associations locales depuis des années, ces personnes vivent dans des conditions extrêmement précaires, ce qui provoque des tensions qui s'aggravent entre les différentes communautés de migrants et également avec la population locale", déplore dans un communiqué le représentant du HCR en France, Philippe Leclerc. Louant à nouveau le plan d'action présenté par le gouvernement - qui doit ouvrir un accueil de jour pour les migrants et une structure 24H/24 pour les femmes et les mineurs -, l'agence des Nations unies pour les réfugiés plaide pour une approche européenne *"basée sur la responsabilité, la confiance et la solidarité"*.

Le HCR souligne que le millier de migrants présents à Calais, auxquels s'ajoutent 400 personnes sur le littoral alentour, viennent pour la plupart de pays en guerre (Afghanistan, Erythrée, Irak, Syrie, Soudan) et sont éligibles au statut de réfugiés. Mais *"bien peu souhaitent déposer une demande d'asile en France, citant comme raison le fait qu'ils aient des membres de leur famille qui vivent au Royaume-Uni et que les procédures de réunification familiale tendent à être longues et compliquées. Ils font également état du manque d'hébergement et des difficultés administratives et linguistiques liées à la procédure d'asile"*, souligne l'agence.

Pour répondre à la crise à Calais, *"nous demandons aux autres Etats membres de l'Union européenne de faire preuve de solidarité et d'accepter les demandes d'asile des personnes qui ont des liens étroits avec ces pays sur la base du règlement de Dublin III"*, écrit M. Leclerc, sans citer explicitement le Royaume-Uni. Pour éviter la multiplication des demandes d'asile dans plusieurs pays de l'UE, ce règlement fixe les critères pour déterminer le pays responsable de l'examen du dossier. Le plus souvent, le pays d'entrée dans l'UE est compétent mais d'autres critères peuvent être pris en compte: délivrance d'un visa par un autre Etat-membre, existence de liens familiaux... La semaine dernière, le Royaume-Uni s'est engagé à aider la France à gérer les migrants de Calais, un soutien attendu de longue date. Un accord franco-britannique prévoit la création d'un *"fonds commun"*, alimenté par Londres à hauteur de cinq millions d'euros par an pendant trois ans, soit [15 millions, pour sécuriser le port de Calais](#) et protéger les personnes vulnérables.

<http://france3-regions.francetvinfo.fr/nord-pas-de-calais/2014/09/26/le-hcr-demande-aux-voisins-de-la-france-d-accueillir-certains-migrants-de-calais-559150.html>

UNHCR 26 septembre 2014

Le HCR appelle à une action urgence visant à répondre à la situation humanitaire qui se dégrade à Calais

Paris, 26 septembre 2014 (HCR) – L'Agence des Nations Unies pour les réfugiés, le HCR, a exprimé sa préoccupation sur la situation humanitaire qui se dégrade et qui touche des centaines de migrants et demandeurs d'asile dans la ville portuaire de Calais. On estime à 1000 le nombre de migrants à Calais, auxquels s'ajoutent 400 autres personnes qui vivraient sur d'autres sites le long du littoral du Nord et de la Manche.

« Après un nombre record d'arrivées par la mer Méditerranée depuis l'Afrique du Nord jusqu'au sud de l'Europe au cours des cinq derniers mois, le nombre de migrants à Calais a augmenté de façon très significative », a déclaré Philippe Leclerc, représentant en France du HCR. « Malgré l'aide dévouée des associations locales depuis des années, ces personnes vivent dans des conditions extrêmement précaires, ce qui provoque des tensions qui s'aggravent entre les différentes communautés de migrants et également avec la population locale ».

La présence accrue de jeunes femmes et d'enfants non accompagnés parmi les migrants est également une source de préoccupation grave. « Les femmes et les enfants sont particulièrement vulnérables aux mauvais traitements, l'exploitation et la violence », a ajouté Philippe Leclerc. « Des mesures appropriées, y inclut des conditions d'accueil adaptées sont nécessaires afin de répondre aux besoins spécifiques de protection ».

Si certains migrants souhaitent se rendre au Royaume-Uni de manière irrégulière pour des raisons économiques ou familiales, d'autres ont fui la violence et les persécutions et ont vocation à recevoir une protection internationale. La majorité de ces personnes sont originaires de pays où des conflits font rage, où des violations des droits de l'homme sont avérées, tels que l'Afghanistan, l'Erythrée, l'Irak, le Soudan et la Syrie.

Bien que beaucoup puissent bénéficier du statut de réfugié, bien peu souhaitent déposer une demande d'asile en France, citant comme raison le fait qu'ils aient des membres de leur famille qui vivent au Royaume Uni et que les procédures de réunification familiale tendent à être longues et compliquées. Ils font également état du manque d'hébergement et des difficultés administratives et linguistiques liées à la procédure d'asile.

En vue d'identifier des solutions à la crise à Calais qui représente l'un des symptômes des dysfonctionnements du régime d'asile européen commun, le HCR plaide pour une approche européenne basée sur la responsabilité, la confiance et la solidarité entre les Etats membres de l'Union Européenne. « Nous appelons les autorités françaises à mettre tout en œuvre pour faciliter l'accès aux procédures d'asile en France », a ajouté Philippe Leclerc. « Dans le même temps, nous demandons aux autres Etats membres de l'Union Européenne de faire preuve de solidarité et d'accepter les demandes d'asile des personnes qui ont des liens étroits avec ces pays sur la base du règlement de Dublin III. Il faut toutefois être très clair, ces personnes n'ont pas toutes vocation à bénéficier d'une protection internationale et certaines devront envisager un retour dans leur pays d'origine ou dans un autre pays où elles s'étaient établies, ce qui représentera pour nombre d'entre

elles un rêve brisé ».

Afin de répondre à cette crise humanitaire, le ministre de l'Intérieur, Bernard Cazeneuve et le maire de Calais, Natacha Bouchart ont récemment annoncé qu'un centre de jour pour migrants et un abri de nuit pour les femmes et les enfants ouvriraient ses portes dans un avenir proche.

Bien que les détails pratiques soient en cours de discussion parmi les différentes parties prenantes avec le préfet du Pas-de-Calais, le HCR a d'ores et déjà salué cette proposition et a fait ses propres recommandations au ministère de l'Intérieur à l'issue d'une visite d'une délégation sur le terrain menée par le directeur du Bureau Europe du HCR, Vincent Cochetel, le 3 septembre dernier. Le HCR entend poursuivre ce dialogue avec les autorités françaises et contribuer à la réponse à court et moyen terme.

« Il est indispensable de permettre à ces personnes d'avoir accès à un endroit sûr où elles pourraient sereinement recevoir des conseils et des informations neutres et pratiques qui leur permettent de faire un choix éclairé pour leur avenir », a expliqué Philippe Leclerc. « Nous pensons qu'un centre de jour leur offrira les conditions propices pour chercher et obtenir de l'aide et nous sommes prêts à soutenir ces efforts de partage d'information, à faciliter l'accès aux procédures d'asile en France et à les orienter sur d'autres solutions y compris l'aide au retour volontaire ». La présence dans ce centre d'associations britanniques évoquée dans la déclaration conjointe franco-britannique du 20 septembre pourrait également utilement contribuer à éclairer leur choix.

<http://www.unhcr.fr/54255c659.html>

UNHCR 26 septembre 2014

UNHCR appeals for urgent action to address deteriorating humanitarian situation in Calais

PARIS, France, September 26 (UNHCR) – The UN refugee agency has expressed serious concern about the worsening humanitarian situation and vulnerability of women and children among the migrants and asylum seekers in the French port city of Calais.

The number of migrants in Calais is currently estimated at 1,000, with an additional 400 thought to be living in other sites along the northern coast of France.

Following a record number of arrivals across the Mediterranean to southern Europe in the last five months, the number of migrants in Calais has increased dramatically. "Despite the efforts of local groups, the living conditions of the migrants are absolutely appalling and this is provoking increased tensions among different communities of migrants and also with the local population," said UNHCR Representative in France, Philippe Leclerc

The growing presence of young women and unaccompanied children among the migrants is also a source of serious concern. "Women and children are particularly vulnerable to abuse, exploitation and violence," said Philippe Leclerc. "We need appropriate measures, including dedicated reception facilities, to address their specific protection needs."

While some migrants travel to Calais to try to cross the Channel and enter the United Kingdom in an irregular way for economic or family reasons, others may have fled violence or persecution and be in need of international protection. Most are from countries experiencing conflict, unrest or large-scale human rights abuses, such as Afghanistan, Eritrea, Iraq, Sudan and Syria.

Although they may be entitled to refugee status, very few choose to apply for asylum in France, citing as reasons the fact that they have family members living in the UK and family reunification procedures tend to be long and complicated. They also mention the lack of proper accommodation and administrative and language difficulties related to the asylum procedure.

"The crisis in Calais is a symptom of the dysfunctionality of the common European asylum system," said Leclerc. "To address this, there needs to be a European approach based on responsibility, trust and solidarity. The French authorities must do their utmost to facilitate access to asylum procedures in France. At the same time, we call on other EU members to show solidarity and agree to process asylum applications from persons who have close connections with those countries."

Solutions may also involve the return of some migrants to their countries of origin. "We have to be very clear," explained Leclerc. "Not all of these persons are in need of international protection and some will have to face a return to their countries of origin or other countries where they have lived before. For many, this will mean giving up their dreams of a new life in the United Kingdom."

The mayor of Calais, Natacha Bouchart, and the Minister of Interior, Bernard Cazeneuve, recently announced plans to open a day centre for migrants and a night shelter for women and children.

"It is crucial for people to have a safe place where they can get advice and unbiased information so as to make informed choices about their future," explained Leclerc, "and we are ready to support

with information and facilitate access to asylum procedures in France or advise them about other solutions such as a voluntary return to their countries of origin." He added that the presence of British NGOs at the day center, recently proposed by the French and British Interior Ministers, could also be very helpful.

For several years, local volunteer groups have been providing hot meals and dry clothes to the migrants and asylum seekers in Calais, but they are finding it hard to cope with the growing numbers.

From June 2009 to July 2012, UNHCR had a permanent presence in Calais. During this period, UNHCR provided information, legal aid and counseling to potential asylum seekers and assisted with individual asylum claims. Due to a fall in the number of migrants at the time, UNHCR handed over this work to its partner NGO France terre d'asile, in July 2012. Since then, UNHCR has been monitoring the situation in Calais through regular missions from Paris.

<http://www.unhcr.org/542563199.html>